

# TANDEM

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU PNUD BENIN

N°36 [ Decembre 2017 ]



Au service  
des peuples  
et des nations



**NECESSITE D'UNE CROISSANCE  
INCLUSIVE ET DURABLE AU  
BENIN - Page 2**



(de g à d) La Ministre de la Fonction publique, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD, la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministre des Sports et de la Culture

## NECESSITE D'UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE

La journée internationale pour l'élimination de la pauvreté a été célébrée le 17 octobre 2017 à Cotonou autour d'un débat public sur la problématique de la lutte contre la pauvreté portant sur le thème : Vision Bénin ALAFIA 2025 : évaluation et perspectives, Croissance inclusive, jeunesse et emploi au Bénin et le rôle des migrations et la contribution de la diaspora au développement national.

La cérémonie a été marquée par deux temps forts : d'abord les allocutions du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) et Représentant Résident du PNUD et du Ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales, assurant l'intérim du Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement ; ensuite l'animation de deux panels d'échanges.

Le premier panel a porté sur la thématique « **Croissance inclusive, Jeunesse et emploi au Bénin** ». Il a été introduit par deux études et présidé par le Ministre de l'Enseignement

Supérieur et de la Recherche Scientifique. Les échanges ont mis en évidence que l'économie béninoise n'est pas suffisamment inclusive du fait des inégalités encore persistantes au niveau des jeunes et des femmes surtout en milieu rural en matière d'accès aux services sociaux de base.

En examinant les relations entre la croissance économique et l'emploi, il ressort qu'un tiers des femmes en âge de travailler reste encore en dehors du marché de l'emploi principalement à cause du poids des tâches domestiques qu'elles sont seules à accomplir. Par ailleurs, plus de 20% des femmes

dans les milieux ruraux travaillent sans être payées contre seulement 10% des hommes et 6% des hommes en milieu urbain. Lorsqu'elles ont la chance d'avoir un travail salarié, les femmes occupent des emplois moins rémunérés que les hommes. En conséquence, leurs revenus sont en moyenne deux fois inférieurs à ceux des hommes.

Le deuxième panel a permis d'échanger sur la thématique « **Développement et migration** », introduit par deux études et présidé par le Ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales. Les transferts de fonds des



migrants sont estimés en 2015 à 304,25 millions de dollars US, soit une contribution de 2,89% en moyenne au PIB. Les effets des flux migratoires et de la diaspora sur le développement socio-économique du Bénin ne sont pas assez perceptibles.

« J'ai la conviction que les options de politiques suggérées par ces études et travaux de recherche permettront d'enrichir et d'élever le niveau des débats dont les fruits contribueront à renforcer les choix stratégiques opérés dans le cadre des politiques et stratégies nationales, que ce soit au niveau national, local et sectoriel, et ce, dans la perspective de la réalisation du Programme d'Action du Gouvernement », a affirmé M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du SNU et Représentant Résident du PNUD au Bénin.

Au terme des échanges, les participants ont unanimement reconnu la qualité et la pertinence des communications faites dans le cadre de la célébration de cette journée. ainsi



que leur contribution au processus de développement socio-économique du Bénin.

La célébration de la journée a connu la participation de quatre membres du Gouvernement notamment de M. Aurélien Agbenonci, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération; Mme Adidjatou Mathys, Ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales ;

Mme Marie-Odile Attanasso, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et M. Oswald Homeky, Ministre des Sports. Outre les ministres, on notait également la présence des universitaires, des membres du Corps diplomatique, des Représentants des organisations de la Société civile et du secteur privé, les jeunes et Chefs d'agences du Système des Nations Unies.

## PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES EN VUE DE L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETE AU BENIN

Les principales leçons tirées en vue de l'élimination de la pauvreté au Bénin se résument comme suit :

**1. Pour permettre au Bénin de réaliser une croissance économique soutenue, durable et partagée, de plein emploi productif et pro-pauvre;** il importe d'approfondir les analyses sur les causes de la faiblesse de la productivité du facteur travail dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois comme l'agriculture, le commerce, la restauration sans occulter les secteurs émergents à savoir les bâtiments et travaux publics, le transport et la communication.

**2. Pour améliorer la situation de l'emploi de la jeunesse,** il est nécessaire de renforcer l'efficacité et la synergie des structures, les institutions et projets / programmes existants, créer des conditions d'éclosion et de développement du secteur privé et enfin améliorer l'employabilité des jeunes par la promotion d'une formation professionnelle de qualité. Faudra-t-il aussi,

raffermir les possibilités d'éducation au niveau des sciences techniques, concernant les TIC car nous sommes à l'ère de la révolution informatique et définir un modèle d'entrepreneuriat agricole.

**3. En ce qui concerne la marche vers la vision Bénin 2025 ALAFIA,** il faut une coordination des instruments de gestion du développement, une cohérence des interventions des différents PTF et penser aussi une approche régionale ou communale (Plan de Développement Communal).

**4. Pour faire de la migration un outil de développement,** il faut élaborer une stratégie pour mieux impliquer les Béninois de l'Extérieur au processus de Développement National et de mieux protéger les nationaux face à l'arrivée massive des étrangers et, mettre en place des outils à utiliser pour construire cette stratégie.

# PASCALINE, UNE APICULTRICE MODERNE A ASSIYO

Pascaline Zomahoun vit à Assiyo, un village niché à flanc de colline à une quinzaine de kilomètres de Paoignan, dans la commune de Dassa Zoumè au Centre Bénin. Elle fait partie des dix femmes sur les trente (30) membres de la coopérative Katitchè (qui signifie 'travaillons' en langue locale idaatcha) appuyés par l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Promotion Jeunesse Unie pour le Développement (PJUD – Bénin).

**P**ascaline a abandonné la fabrication du charbon de bois pour se reconvertir dans l'apiculture. Aujourd'hui, elle gagne mieux sa vie et préserve l'environnement dans sa communauté.

« Mes camarades et moi-même produisons du charbon de bois. Cette activité est très pénible puisqu'il faut couper les arbres – je n'en ai même plus la force aujourd'hui vu mon âge - et carboniser le bois obtenu. Le charbon de bois est ensuite cédé à des clients dont les commandes sont payées à l'avance. Nous vivions constamment dans le stress et l'insécurité financière », témoigne Pascaline.

« La coupe de bois avait des effets dévastateurs sur notre environnement », renchérit le Président de la coopérative Katitchè. « Parmi les arbres que nous avons détruits, il y a des espèces que nos enfants ne verront plus jamais », déplore Janvier Bagbore, pour qui la vente du charbon de bois n'était pas pour autant rentable. « Avec l'apiculture, non seulement nous ménages les arbres mais nous gagnons mieux notre vie avec la vente du miel ». Pascaline est tout aussi heureuse : « Aujourd'hui, j'ai une activité génératrice de revenus, qui me permet de subvenir aux besoins de ma famille. Grâce à ces revenus, j'ai pu, par exemple, faire face aux frais de remise de diplôme de ma fille après sa formation de couturière », confie-t-elle fièrement.

L'aventure a commencé en 2013 avec l'ONG Promotion Jeunesse Unie pour le Développement (PJUD – Bénin), qui fait de la promotion de l'apiculture un outil de conscientisation environnementale



et de lutte contre la pauvreté. Le projet de Promotion d'une Apiculture Moderne pour la Protection de la Biodiversité initié par cette ONG a trouvé un écho favorable auprès des bénéficiaires. Les habitants du village d'Assiyo intéressés par le projet se sont constitués en coopérative. La Mairie de Dassa a mis à disposition un domaine de 90 hectares. Le Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial et du Programme des Nations Unies pour le développement (PMF-FEM/PNUD) a apporté un appui financier à hauteur de 9 millions de Fcfa (environ 18 000 \$US). Les fonds ont permis de construire les ruches et d'acquérir tous les équipements nécessaires à la conduite d'une apiculture moderne (combinaisons, bottes, fumoirs etc.).

Trois cent (300) ruches ont été installées à raison de dix ruches pour

chaque membre de la coopérative. Après l'appui qui a duré juste une année, les coopérateurs gèrent de façon autonome leur activité avec l'accompagnement de l'ONG pour la commercialisation du miel récolté. Selon le Directeur exécutif de cette ONG, l'activité est très rentable. Entre 5000 à 6000 litres de miel sont récoltés chaque année et vendus à 1500 Fcfa (environ 3 \$US) le litre.

La construction d'une unité de fabrication du miel permettra de développer la chaîne de valeur apicole dont rêve l'ONG. Il y est attendu l'exploitation commerciale des sept produits que sont le miel, la cire, la propolis, le pollen, la gelée royale et le couvain. Cela nécessitera la construction d'un bâtiment, l'acquisition des équipements subséquents, une adduction d'eau et une source d'énergie.



Au service  
des peuples  
et des nations



## DES LATRINES ECOSAN POUR LES POPULATIONS DEPLACEES DE KPOKISSA

**R**éduire les causes et effets des inondations par la promotion de la conservation et l'utilisation durable des forêts galeries de la basse vallée du fleuve Ouémé est l'objectif du **Projet d'Appui à la Préservation et au Développement des Forêts Galerie et Production des Cartographies de base numérique pour le Bénin (PAPDFGC)**.

Le reboisement permet de limiter l'érosion des berges et de limiter les inondations surtout en période de fortes pluies. Sur l'ensemble des treize (13) communes riveraines de la basse vallée du fleuve Ouémé, à savoir Zagnanando, Zogbodomey, Ouinhi, Kétou, Adja-Ouèrè, Akpro-Misséréte, Adjohoun, Bonou, Aguégoués, Sèmè-Kpodji, Dangbo, Porto-Novo, 179 ha de berges ont été reboisées.

Dans la localité de Kpokissa située dans la commune de Zogbodomey, le

PAPDFGC a procédé au reboisement de 4 ha avec plusieurs essences d'arbres. Par ailleurs, en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de cette population qui s'accroît périodiquement, pendant la saison des pluies notamment, le Projet est entrainé de doter le site, de dix blocs de quatre cabines de latrines Ecosan.

Les latrines Ecosan sont des latrines écologiques dont la particularité est de séparer les urines et les matières fécales afin de réutiliser les deux comme fertilisant dans l'agriculture. Elles permettent de satisfaire les besoins d'hygiène et d'assainissement d'une part, et rendre disponible du compost pour le maraichage d'autre part, qui a motivé le choix de ces latrines par les populations elles-mêmes.

Suite aux graves inondations qu'a connu le Bénin en 2010, des milliers de familles résidant dans la vallée de

l'Ouémé ont été déplacées de leurs habitats traditionnels engloutis par les eaux, vers des sites d'accueil viabilisés par le comité de crise mis en place pour la circonstance. Aujourd'hui, plus de 1300 personnes vivent toujours sur le site de Kpokissa dans la commune de Zogbodomey qui tend à devenir leur lieu de résidence définitive.

Le Projet d'Appui à la Préservation et au Développement des Forêts Galeries et Production de Cartographie de base numérique (PAPDFGC) a été lancé le 07 novembre 2013, avec l'appui de l'Union européenne dans le cadre de l'Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique (AMCC), pour un montant de 8 millions d'euros (5,2 milliards FCFA) et du PNUD à hauteur de 300 000 euros (environ 200 millions FCFA). Il bénéficie également du soutien du Gouvernement du Bénin et des communes.



## REBOISEMENT POUR UNE PRODUCTION DURABLE DE LA BIOMASSE



Au titre de la campagne de reboisement 2017, 200 hectares de plants ont été mis en terre dans les communes de Djougou et de Kalalé à raison de 100 hectares par commune sur les 2000 hectares prévus d'ici à 2021. Ceci dans le cadre du Projet de promotion durable de biomasse électricité (Biomasse Electricité) lancé en janvier 2017 à Cotonou.

**D**ans le souci de limiter les effets des changements climatiques, le Bénin a décidé d'investir davantage dans la promotion des énergies renouvelables. Désormais, de l'énergie électrique peut être produite à partir de la biomasse, grâce au processus de gazéification des résidus et déchets agricoles dans le cadre du Projet de promotion durable de biomasse électricité (Biomasse Electricité) lancé en janvier 2017 à Cotonou.

Afin de disposer suffisamment de biomasse pour alimenter les quatre

(4) centrales de gazéification d'une capacité totale de génération de 4 MW (dont les constructions sont en cours), ceci en complément des résidus agricoles, le projet s'investit dans le reboisement. Ainsi, au titre de la campagne de reboisement 2017, 200 hectares de plants ont été mis en terre dans les communes de Djougou et de Kalalé à raison de 100 hectares par commune sur les 2000 hectares prévus d'ici à 2021.

L'activité de reboisement de 2017 a été rendue possible grâce à la mise à disposition des réserves d'espaces

communautaires par des particuliers dans la commune de Djougou, soit 50 hectares à Wassa Djéou, 25 hectares à Kakindoni et 25 hectares à Goumbakou.

Les communautés bénéficiaires du projet ont été encouragées à faire des cultures vivrières sur les superficies reboisées avec des plants d'acacia et de Gmélina Arborea, afin de restaurer leurs terres dégradées par l'utilisation abusive d'engrais et de pesticides.

L'inspection forestière du Ministère du Cadre de vie et du Développement Durable assure le suivi technique du



M. Boukari Silibawézé (à droite), Point focal du projet à la Mairie de Djougou

reboisement, tandis que l'équipe de gestion du projet et la mairie sont très actifs dans la mobilisation des communautés dans les zones d'intervention du projet et leur implication dans la mise en œuvre des activités dudit projet.

Le Chef de l'Inspection forestière de la Donga, le Commandant Fiacre Ahononga se dit très fier des résultats obtenus par la structure, dont il a la charge. « Grâce au travail de l'inspection forestière, 420 hectares de terres ont été reboisés dans le département de la Donga dont 200 hectares réalisés par les projets PANA Energie et Biomasse Electricité. Le département de la Donga se retrouve à la première place au plan national pour la campagne de reboisement 2017 », se

réjouit le Commandant Ahononga. L'un des défis à relever après la mise en terre des plants est leur entretien. Mais, la main d'œuvre locale pour les travaux de sarclage fait défaut dans la commune de Djougou. Le projet se voit obligé de recruter la main d'œuvre d'autres communes du Sud et du Centre du Bénin.

« Les campagnes d'information, d'éducation et de communication doivent s'intensifier pour une meilleure appropriation du projet par les populations bénéficiaires », a souhaité M. Boukari Silibawézé, Point focal du projet à la Mairie de Djougou.

Le projet Biomasse Electricité est un projet d'atténuation au changement

climatique, qui vise à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du secteur énergétique du Bénin. Il contribuera à terme à éviter l'émission de 1.094.253 tonnes de CO2 à travers des actions relatives à la gazéification de l'énergie, la gestion durable des terres et des forêts. Le projet intervient dans quatre (04) communes du Bénin (Dassa-Zoumé, Savalou, Djougou et Kalalé). Il est d'une durée de cinq (5 ans) et bénéficie d'un financement de 10 250 000 \$US du Gouvernement du Bénin, de 15 000 000 \$US de la Communauté Electrique du Bénin (CEB), d'une contribution de 4 372 000 \$US du Fonds pour l'Environnement Mondial et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).





Au service  
des peuples  
et des nations



## EDUCATION, SANTE, EAU POTABLE : LA VIE CHANGE A BONOU

Après les deux premières années de mise en œuvre du projet Commune du Millénaire de Bonou, des réalisations sont déjà visibles dans les secteurs de l'éducation, de l'approvisionnement en eau potable, de la promotion de l'emploi des jeunes et de la santé. Ce qui augure de perspectives encourageantes pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

**D**ans la perspective de réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la commune de Bonou, plusieurs infrastructures socio-communautaires sont en cours de réalisation dans le cadre du Projet Commune du Millénaire (PCM).

Une adduction d'eau villageoise dessert désormais le village d'Agbosso Kota. L'ouvrage a été réalisé à proximité

de l'école de la localité et permet aux écoliers de disposer de l'eau potable pour tous leurs besoins. Il alimente aussi les habitants du village contre une redevance.

*« Cette adduction d'eau villageoise nous facilite la vie. Nous avons de l'eau potable à portée de main. Cela nous soulage des corvées d'eau et nous épargne des maladies hydriques auxquelles nos enfants et nous-mêmes étions exposés*

*à travers l'usage de l'eau insalubre », a déclaré l'une des usagers du point d'eau.*

### Santé maternelle et infantile

Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du centre communal de santé de Bonou a permis de réduire substantiellement les risques de mortalité maternelle et infantile. Par le passé, 10 femmes



enceintes et/ou leurs bébés sur 100 perdaient la vie faute de moyens disponibles pour évacuer les cas difficiles vers les centres de référence. Avec la mise à la disposition du centre, d'une ambulance, le risque a été réduit à 2 ou 3 pertes en vies humaines sur 100. Par ailleurs, le PCM de Bonou a pourvu le centre d'un échographe et d'un spectrogramme, qui assurent une meilleure qualité dans le suivi des femmes enceintes ainsi que pour les analyses biomédicales. La réhabilitation des logements du médecin chef et de la sage-femme permet également de sédentariser ce personnel sanitaire dont la présence est indispensable pour un suivi rapproché des patients.

### Les écoliers de Ouébossou étudient dans de meilleures conditions

A Ouébossou, l'un des quartiers de Bonou, c'est un module de classes qui a été mis à disposition par le PCM. Cette décision était motivée par la nécessité de soustraire les enfants des risques d'accident que leur faisait courir la traversée de la voie de grande circulation qui traverse la commune mais aussi de les rapprocher de leur centre d'apprentissage. Leurs faibles moyens leur ont permis de construire une case en matériaux précaires à cet effet.



« La classe était petite et les enfants s'asseyaient par terre. Beaucoup d'enfants ont abandonné et certains sont partis en aventure au Nigéria. Seuls les plus courageux sont restés » raconte le directeur de l'école qui a été témoin de la mise à disposition de cette infrastructure. Il se réjouit de disposer depuis 2016, d'un module de 3 classes mis à la disposition de la localité par le PCM de Bonou. « Nous travaillons désormais dans un cadre confortable et le nombre des enfants qui ont du plaisir à étudier s'accroît progressivement » confie Mathias Savoéchan. L'école primaire publique de Ouébossou qui compte aujourd'hui un effectif de 103 écoliers composés de 55 garçons et 44 filles.

Le module de classe de Ouébossou fait partie des 33 salles de classes que le PCM de Bonou a prévu de réaliser dans la commune.

### Un centre de ressources en construction

Hormis le renforcement des capacités matérielles dans le secteur de l'éducation, le PCM de Bonou s'investit aussi dans le domaine de l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Une série d'actions sont menées dans ce sens au nombre desquelles, on peut citer la construction en cours à Atchonsa, d'un centre de ressources.

Il s'agit d'un véritable complexe d'innovation et de savoir devant abriter une bibliothèque, un télé-centre communautaire et un espace de loisir et de jeux. Il y est également prévu des annexes composées de 4 logements pour les visiteurs et des facilités de restauration.

Le Projet Commune du Millénaire de Bonou (PCM-Bonou) est mis en place en janvier 2016 grâce au partenariat entre le Gouvernement du Bénin, le Japon et le PNUD. D'un coût global de 7 600 000 US \$, le projet entend contribuer à l'atteinte de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD). Il couvre les cinq (5) arrondissements que compte la commune de Bonou à savoir Afamè, Atchonsa, Damé-Wogon, Hounviguè et Bonou pour une population de 44.430 habitants.



# AMELIORER L'EMPLOYABILITE DES JEUNES AU BENIN



(de g à d) Le Représentant Résident du PNUD au Bénin, la Ministre du Travail et de la Fonction publique, le Président de la Commission Nationale de l'Emploi et le Directeur Général de l'Emploi et de la Microfinance

**S**elon les résultats de l'Enquête Modulaire Intégré sur les Conditions de Vie des ménages (EMICoV) en 2015, la population béninoise en âge de travailler est estimée à 5 millions de personnes. Mais, les jeunes ont de plus en plus de difficultés à obtenir leurs premières expériences professionnelles. Le taux des primo demandeurs s'est accru passant de 56% en 2002 à 72% en 2015. Pour suivre de façon régulière l'évolution de la situation de l'emploi au Bénin et y apporte les mesures adéquates, il est important de disposer de données fiables et actualisées sur la demande et l'offre de travail.

C'est pour combler ce besoin qu'une plateforme d'informations sur les opportunités d'emploi sera mise en place dans le cadre du Projet de promotion de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes. Ce nouveau projet a été lancé le 19 octobre 2017 à Azalai Hôtel par Madame Adidjatou Mathys, Ministre du travail, de la fonction publique et des affaires sociales.

« La résolution du problème de l'emploi

*des jeunes reste une préoccupation du Gouvernement du nouveau départ», a laissé entendre la Ministre Adidjatou Mathys. Elle a indiqué les trois axes du projet de promotion de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes à savoir : (i) l'amélioration de l'employabilité des jeunes, (ii) la promotion de l'entrepreneuriat et (iii) la mise en place d'un système d'information de gestion de la demande et de l'offre de compétences au Bénin. Elle a enfin invité les jeunes et les petites et moyennes entreprises à tirer profit des opportunités qu'offrent le projet.*

Ce projet pilote d'un montant de 400 000 \$US est appuyé sur le plan technique et financier par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il vise à terme la création de 450 emplois directs et plus de 4000 emplois indirects notamment dans les secteurs innovants tels que les emplois verts, le tourisme, l'artisanat, le numérique.

« L'idée de cette phase pilote du projet est d'outiller les entreprises nationales et les jeunes béninois afin qu'ils puissent tirer le

*meilleur profit des opportunités d'emplois existantes. [...] Je reste persuadé que la mise en place effective de la plateforme nationale d'informations sur le marché du travail permettra l'atteinte des objectifs visés par le Gouvernement béninois en matière de créations d'emplois », a déclaré Monsieur Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Bénin. Il a renouvelé l'engagement du Système des Nations Unies dans son ensemble à accompagner le Gouvernement dans la marche vers la résolution du problème de pauvreté et surtout de l'emploi des jeunes et des femmes.*

Le lancement de ce projet a connu la participation du Président de la Commission Nationale de l'Emploi, des membres de la Commission Nationale pour l'Emploi, du Directeur Général du Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des jeunes, des cadres du Ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires Sociales, des Représentants de l'Organe Consultatif de la Jeunesse, des acteurs de la société civile.





## UN NOUVEAU PROJET POUR SOUTENIR L'AGRICULTURE RESILIENTE AU BENIN

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a signé le 11 décembre 2017 à Cotonou avec le Gouvernement du Bénin à travers le Ministère du Plan et du Développement un document de projet d'un montant total de 34 950 000 USD (dont une contribution de 4 450 000 du Fonds pour l'Environnement Mondial et du PNUD) pour aider le pays à renforcer la résilience des populations rurales face aux risques climatiques.

Ce nouveau projet de Renforcement de la résilience des moyens de subsistance ruraux et du système de gouvernance locale face aux risques climatiques et à la variabilité du climat au Bénin contribuera à réduire la vulnérabilité aux impacts négatifs du changement climatique de plus de 10 000 agriculteurs dont 3281 femmes dans les communes de Bopa, Bohicon, Avrankou, Ouaké et Savalou à travers des infrastructures agricoles productives.

Procédant à la signature du document de projet, M. Abdoulaye Bio Tchane, Ministre d'Etat Chargé du Plan et du Développement a salué la présence de Madame Jeanne Acha Akoha,

Directrice de Cabinet du Ministre en charge du Cadre de vie pour les efforts de son département en matière de lutte contre les changements climatiques. Il a souligné le caractère transversal des changements climatiques, dont la non prise en compte compromettrait de plus en plus la mise en œuvre efficace des programmes de réduction de la pauvreté et de développement d'une manière générale tout en affirmant combien l'amélioration des conditions de vie des populations préoccupe le gouvernement béninois. « *Au-delà de l'éradication de la pauvreté, la réalisation d'une croissance économique inclusive et résiliente est devenu un défi majeur pour le pays* ». Mais « *les changements climatiques précarisent les conditions de vie des populations, qui déjà peinent à satisfaire leurs besoins essentiels* », a-t-il ajouté. C'est donc face à cette situation que le Gouvernement a décidé d'agir urgemment pour trouver les moyens de renforcer la résilience des populations pour que ces dernières puissent anticiper et surmonter les chocs liés aux changements climatiques. Il a enfin salué l'accompagnement du PNUD pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en route de ce projet.

« *Le présent projet vise à soutenir une agriculture résiliente, à mettre en place des moyens de subsistance durables et à intégrer les considérations relatives aux risques climatiques dans les processus de planification à l'échelle nationale et locale, afin de réduire la vulnérabilité des communautés face aux effets néfastes des changements climatiques* », a indiqué Monsieur Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Bénin.

Le projet sera mis en œuvre sur une période de cinq ans, de 2017 à 2022, sous la direction technique du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement (CePED). Il permettra entre autres (i) d'inclure les changements climatiques dans les plans et budgets de développement au niveaux national et local, (ii) de diversifier les sources de revenus de populations tout en leur permettant de s'adapter au climat changeant et d'ajouter une plus-value à leur production à travers la transformation des produits agricoles issus de leurs activités.



# L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE POUR PRESERVER LES RESSOURCES DU PARC PENDJARI

Benoît Dari est un agriculteur pas comme les autres dans le village de Setchinga, commune de Tanguiéta au Nord du Bénin. Il a fait de l'agriculture biologique son activité principale. Même s'il n'arrive pas encore à emblaver de très grandes superficies, ce quadragénaire et père de six enfants vit bien avec sa famille.

**P**our diversifier ses sources de revenus, Benoît fait de l'apiculture. Il exprime sa fierté de contribuer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité dans son village.

*« Ici, la production du coton conventionnel dégrade les sols. Avec le bio, on a pu régénérer quelques terres dégradées. Je n'ai plus besoin d'engrais pour fertiliser le sol ni de pesticide pour l'entretien des plants. J'utilise du compost facile à fabriquer et je fais aussi de la culture en couloir. Cette année, j'ai produit un hectare et un quart de soja et un hectare de coton bio. J'attends une*

*recette de 500 000 Fcfa pour ces deux cultures après récolte ».*

Comme Benoît environ 775 producteurs appuyés par l'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune Pendjari (U-AVIGREF) dont plus de 500 femmes s'adonnent désormais à l'agriculture biologique dans la zone tampon de la Réserve de biosphère de Pendjari au Nord-Ouest du Bénin à 600 km de Cotonou.

A retenir

La production du coton bio a contribué à la préservation des ressources du parc et à l'amélioration des conditions de vie

d'environ 775 producteurs dont plus de 500 femmes dans la zone tampon de la Réserve de biosphère de Pendjari.

Les producteurs bio ont vu leur rendement s'améliorer passant de 180 à 671 hectares pour le coton biologique et de 15 à 45 hectares pour le soja et de 35 à 69 hectares pour le sésame.

L'U-AVIGREF a été lauréat du Prix Equateur du PNUD en 2014, pour sa gestion durable des terres.

Une étude réalisée par les gestionnaires du parc Pendjari a révélé une forte quantité d'Endosulfan, un pesticide



couramment utilisé sur les plants de coton conventionnel, dans les cours d'eau de la réserve; ce qui constitue une menace pour la santé des populations riveraines et de la faune, raconte M. Djaleni Djato, Secrétaire Exécutif de l'U-AVIGREF. Cette situation est d'ailleurs à l'origine de l'initiative de la promotion du coton biologique.

Pour réduire le risque de contamination, l'U-AVIGREF a démarré en 2008 la mobilisation des producteurs autour de l'agriculture biologique avec l'appui de la coopération suisse et d'autres partenaires. Elle a bénéficié en 2011 d'un premier financement du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial et du Programme des Nations Unies pour le développement (PMF-FEM/PNUD) pour un montant de 18 000 000 Fcfa (environ 36 000 \$US) et d'un deuxième financement de 23 000 000 de Fcfa (environ 46 000 \$US) pour renforcer ses activités sur le terrain.

L'appui reçu du PMF- FEM/ PNUD a permis l'encadrement technique des

producteurs, leur formation sur les techniques culturales et de fertilisation de sols par le compostage et la rotation des cultures. Cet appui reçu est également allé à des transferts de compétences pour l'adaptation aux changements climatiques, à l'équipement des producteurs en matériels agricoles (charrettes, brouettes, etc.), la production des semences et la mise à leur disposition de semences résilientes aux changements climatiques. En dehors du coton, d'autres spéculations comme le soja et le sésame bio sont promues.

Aujourd'hui, la production est passée de 180 à 671 hectares pour le coton biologique et de 15 à 45 hectares pour le soja et de 35 à 69 hectares pour le sésame. Le coût de production coton biologique est 5 fois moins cher que celui du coton conventionnel.

L'agriculture biologique a permis d'autonomiser des centaines de femmes. Plus de 70% des agriculteurs biologiques accompagnés par l'U-AVIGREF sont des femmes. Certains

hommes s'appuient sur les bénéficiaires qu'elles en tirent pour assurer la scolarisation des enfants.

« Le système de production biologique est très contraignant, mais les résultats sont encourageants au plan écologique et même économique. Le coton bio coûte à la vente 312 Fcfa le kilo tandis que le coton conventionnel coûte 260 Fcfa le kilo », a expliqué M. Seraphin Kouagou, membre de l'U-AVIGREF.

Les principales difficultés auxquelles les producteurs bio font face sont le manque de terre et parfois de débouchés pour l'écoulement de leurs produits. « La faible volonté politique ne nous permet pas de porter la production du coton biologique à une très grande échelle », se plaint Benoit. Afin de mieux se positionner sur les marchés, les dispositions sont en train d'être prises au sein de la plateforme nationale des producteurs bio du Bénin, rassure le Secrétaire Exécutif de l'U-AVIGREF.





## CELEBRATION DU 72<sup>EME</sup> ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES AU BENIN

La Journée des Nations Unies a été célébrée le 24 octobre 2017 au Palais des Congrès de Cotonou avec un accent mis sur la paix et le développement durable. Les festivités ont été marquées par trois événements : la cérémonie officielle le 24 octobre, l'organisation d'un match amical de football la veille et d'une rencontre avec les médias sur l'appui du Système des Nations Unies (SNU) pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Bénin.

La cérémonie commémorative de ce 72<sup>eme</sup> anniversaire des Nations Unies, qui a réuni les partenaires nationaux, les membres du Corps diplomatique, les universitaires, les acteurs de la société civile et du secteur privé et les fonctionnaires du SNU, a été présidée par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, M. Aurélien Agbénonci et le Coordonnateur Résident du SNU, M. Siaka Coulibaly. Ils étaient entourés pour la circonstance du Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable et de la

Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication. Après les allocutions du Coordonnateur du SNU et du Ministre des Affaires Etrangères, le message du Secrétaire Général de l'ONU, M. Antonio Guterres a été diffusé à l'assistance. « Les problèmes du monde n'ont pas de frontières. Nous devons dépasser nos différences si nous voulons transformer notre avenir », a exhorté Antonio Guterres.

M. Siaka Coulibaly a annoncé les priorités stratégiques du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement du Bénin (2019-2023) à savoir : (i) la promotion de la croissance économique inclusive, forte et durable ; (ii) le renforcement du Capital Humain ; et (iii) la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et la promotion de la bonne gouvernance.

A son tour, M. Aurélien Agbénonci, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération a remercié tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies et particulièrement ceux

qui sont représentés au Bénin pour leur soutien, sans lequel les Etats n'auraient pas les moyens de répondre aux défis du développement durable. Il les a encouragés à faire plus. S'adressant au Système des Nations Unies au Bénin, il déclara : « J'ai confiance qu'en nous entendant sur des objectifs clairs, sur des stratégies claires notre investissement ne sera pas vain ». Il a enfin réaffirmé toute la satisfaction du Gouvernement pour les actions du SNU au Bénin.

La visite des stands d'exposition documentaire des différentes agences du SNU et le don de sang du public ont mis un terme à la célébration officielle de la Journée des Nations Unies au Bénin.

La veille de la journée du 24 octobre, un match de football a opposé l'équipe des Nations Unies à celle du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC). Il s'est soldé par la victoire de l'équipe du MAEC sur celle du SNU avec un score de 4 buts à 1.



## RETRAITE ANNUELLE DU PERSONNEL



Un staff motivé et engagé pour l'atteinte des résultats du bureau, tel est l'objectif visé par l'organisation de la retraite annuelle du bureau du PNUD Bénin, qui a eu lieu à l'hôtel Novela Star à Lomé du 18 au 22 décembre 2017.

Ces quatre jours passés hors du bureau ont permis au personnel d'avoir une meilleure compréhension des défis des changements structurels définis par le Bénin avec la nouvelle équipe gouvernementale, une meilleure connaissance des nouvelles orientations des Nations Unies, du PNUD en général et du Bureau de pays en particulier pour la période 2018-2021 et de renforcer les relations interpersonnelles pour une meilleure performance du bureau.

Les travaux ont mis en évidence la nécessité de mobiliser des ressources extra budgétaires pour viabiliser le bureau, d'exploiter toutes les opportunités pour que le bureau renforce son repositionnement, d'améliorer l'efficacité opérationnelle, de promouvoir la cohésion sociale au sein des unités et de renforcer les relations interpersonnelles pour travailler dans la paix, la sérénité et la

convivialité.

Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Togo a eu la bienveillance de venir accueillir le staff du PNUD Bénin à Lomé. Elle a partagé les défis liés à la réforme des Nations Unies, qui nécessitent une nouvelle façon de travailler, un nouveau repositionnement et a exhorté le staff à saisir cette opportunité pour plus de professionnalisme et d'efficacité dans le cadre de l'appui aux efforts nationaux de développement.

Que ce soit au niveau du Bénin ou du PNUD d'une manière générale, l'année 2017 constitue une année particulière, marquée au plan national par le Programme d'Actions du Gouvernement, la réforme au niveau de l'Organisation des Nations Unies et l'adoption du nouveau plan stratégique.

M. Siaka Coulibaly a félicité le personnel pour son engagement, qui a permis au bureau d'être classé en 2017 parmi les 5 pays les plus performants sur environ une cinquantaine de pays en Afrique. L'environnement de travail et l'esprit d'équipe sont des facteurs capitaux de

performance, a-t-il souligné.

Les différentes présentations et les échanges ont porté entre autres sur l'analyse du contexte programmatique et opérationnel, l'analyse des performances du bureau en 2017, l'efficacité du processus de travail, le point sur le processus du Cadre de Coopération 2019 - 2023, les perspectives de 2018. Des exercices de team building et l'amélioration du cadre de travail ont meublé les travaux.

L'un des temps forts de la retraite a été la soirée récréative, au cours de laquelle les collègues ont montré leurs talents artistiques (en matière de chant, danse et de mode). Des distinctions honorifiques ont été décernées à cinq membres du personnel pour les appuis apportés à l'institution en matière de développement humain. Il s'agit de M. Gilbert Poumangué, ex Représentant Résident Adjoint pour ses 30 ans de service, Mme Séraphine Johnson, Assistante aux Opérations pour ses 25 ans de service, Mme Irène Mensah, Chargée de Programme, Mme Ginette Mondongou Camara, Economiste principale et M. Anselme Essou, Chauffeur du Représentant Résident pour leurs 5 ans de service.

# Fin de mission de M. Gilbert Poumangué, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin

Après plus de 30 ans passés au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dont 5 ans au Bénin, M. Gilbert Poumangué a décidé de faire valoir ses droits à la retraite de manière anticipée. Un pot d'au revoir a été organisé à son intention le 10 novembre 2017 par l'Association du personnel du PAM, du PNUD et de l'UNFPA en guise de reconnaissance pour sa mission au Bénin.

Pour les loyaux services rendus aux Nations Unies d'une manière générale et au PNUD en particulier, les collègues des trois agences onusiennes pré-citées n'ont pas tari d'éloges à son égard. A travers des témoignages, mais aussi des anecdotes, les collègues ont salué les qualités professionnelles et humaines de Gilbert : sa disponibilité, la confiance en ses collaborateurs, son leadership et surtout son humour, qui détend l'atmosphère dans un environnement aussi stressant que celui des Nations Unies.

« C'est avec un pincement au cœur qu'on quitte des amis. Vous allez beaucoup me manquer », s'est exprimé Gilbert avec beaucoup d'émotions. Il a prodigué quelques conseils à ses collègues, qui aspirent à de plus hautes fonctions. « Les fonctions de Management ne sont pas toujours faciles. On ne peut jamais contenter tout le monde. Mais il faut de l'humilité et de la modestie pour réussir ».



M. Gilbert Poumangué (en t-shirt bleu à droite), Représentant Résident Adjoint du PNUD Bénin en fin de mission

Il a souhaité qu'un très bon accueil soit réservé à son successeur.

Gilbert est "un pur produit du PNUD", comme il aime bien se qualifier. Il a débuté sa carrière professionnelle comme Chargé de Programme au PNUD Bangui, où il a travaillé pendant 17 ans comme staff national avant d'aller servir le PNUD à l'international. Il a travaillé dans plusieurs pays africains notamment en Ethiopie, au Tchad, en Guinée Equatoriale, à Madagascar, à Dakar, puis au Bénin. Il a été nommé pour la 1ère fois Représentant Résident Adjoint du PNUD en 2003.

## Directeur de publication

Siaka Coulibaly

## Coordonnateur de la rédaction

Ginette Mondongou Camara

## Rédacteur en chef & Concepteur graphique

Elsie Assogba

Merci à Paul Douakoutche, qui a contribué à ce numéro.

Lot 111 Zone résidentielle

01 BP 506 Cotonou

Tel: + 229 21 31 30 45 / 46

Fax: + 229 21 31 57 86

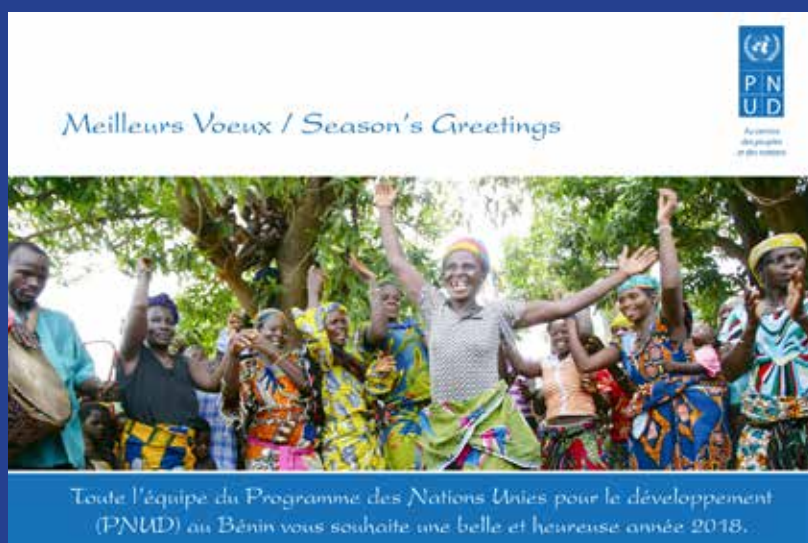
Email: registry.bj@undp.org

Site web: www.bj.undp.org

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux:

<https://www.facebook.com/PNUDBenin>

@PNUDBenin



Toute l'équipe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Bénin vous souhaite une belle et heureuse année 2018.

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance, qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans presque 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.